

*Commission paritaire de l'imprimerie, des arts  
graphiques et des journaux*

**Convention collective de travail du 3 décembre  
2021 relative au maintien de la limite d'âge  
inférieur pour les emplois de fin de carrière  
dans les entreprises de presse quotidienne  
(2021-2022)**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Champ d'application

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux entreprises et aux travailleurs tombant sous l'application de la convention collective de travail du 18 octobre 2007, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, fixant les conditions de travail dans les entreprises de presse quotidienne, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 1<sup>er</sup> juillet 2008 (MB du 14 octobre 2008), numéro d'enregistrement 85853/CO/130 (modifiée par la CCT du 19 novembre 2009).

CHAPITRE II. - Emplois de fin de carrière

Art. 2. En exécution de la CCT n°103 conclue au Conseil National du Travail le 27 juin 2012 et de l'article 3 de la CCT n° 156 conclue au Conseil National du Travail le 15 juillet 2021, la limite d'âge est maintenue à **55 ans** pour la période allant du **1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022** pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail - pendant la durée de validité de la présente convention (cfr. article 5 infra) - à mi-temps et à **55 ans** pour les travailleurs qui réduisent leur prestations de travail - pendant la durée de validité de la présente convention (cfr. article 5 infra) - de 1/5 en application de l'article 8, § 1 de la CCT n°103 précitée et qui remplissent les conditions définies à l'article 6, §5, 2° et 3° de l'Arrêté royal du 12 décembre 2001 (tel que modifié par l'article 4 de l'Arrêté royal du 30 décembre 2014), à savoir :

- \* *alinéa 1<sup>er</sup>*  
• soit pouvoir justifier **35 ans de carrière professionnelle** en tant que salarié au sens de l'article 3, § 3 de l'Arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise;

- soit avoir été occupé depuis **au moins 5 ans**, calculés de date à date, **dans un métier lourd** au sens de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise. Cette période de 5 ans doit se situer dans les 10 dernières années civiles, calculées de date à date ;
- soit avoir été occupé depuis **au moins 7 ans**, calculés de date à date, **dans un métier lourd** au sens de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise. Cette période de 7 ans doit se situer dans les 15 dernières années civiles, calculées de date à date ;
- soit avoir été occupé depuis **au moins 20 ans** dans **un régime de travail tel que visé à l'article 1er de la CCT n° 46** conclue au Conseil National du Travail le 23 mars 1990.

Art. 3. En exécution de la CCT n°103 conclue au Conseil National du travail le 27 juin 2012 et de l'article 4 de la CCT n°156 conclue au Conseil National du Travail le 15 juillet 2021, la limite d'âge est portée à **55 ans** pour la période allant du **1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022** pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail - pendant la durée de validité de la présente convention (cfr article 5 infra) - à mi-temps et à **55 ans** pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail - pendant la durée de validité de la présente convention (cfr article 5 infra) - de 1/5 en application de l'article 8, §1 de la CCT n°103 précitée et qui remplissent les conditions définies à l'article 6, §5, 1° de l'Arrêté royal du 12 décembre 2001 (tel que modifié par l'article 4 de l'Arrêté royal du 30 décembre 2014), lorsque l'entreprise qui les emploie est reconnue comme entreprise en restructuration ou en difficultés et que cette dernière répond cumulativement aux conditions suivantes :

- \* voir l'annexe 1*
- l'entreprise démontre que sa demande de reconnaissance se situe dans le cadre d'un plan de restructuration et permet d'éviter les licenciements ;
  - l'entreprise démontre que sa demande de reconnaissance permet de réduire le nombre de

- travailleurs qui passent sous le régime du chômage avec complément d'entreprises ;
- le ministre a explicitement précisé, dans la de décision de reconnaissance, que ces conditions sont remplies.

Art. 4. Les partenaires sociaux s'engagent que l'usage des primes d'encouragement de la Communauté flamande est prolongé.

### CHAPITRE III. - Validité

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2022.